

C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

---

NO : R-4212-2022

**HYDRO-QUÉBEC**, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ c. H-5) ayant son siège social au 75, René-Lévesque Ouest, dans la cité et district de Montréal, province de Québec

Demanderesse

---

---

**DEMANDE AMENDÉE RELATIVE AU PROJET D'INTÉGRATION  
DU PARC ÉOLIEN APUIAT**

[Articles 31(5°) et 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ c. R-6.01) et articles 1, 2 et 3 du *Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie* (RLRQ c. R-6.01, r. 2)]

---

---

**AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LA DEMANDERESSE EXPOSE  
RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

1. Elle est une entreprise dont les activités de transport d'électricité sont assujetties à la juridiction de la Régie de l'énergie (la « Régie ») dans la mesure prévue à la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la « Loi »).
2. Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité (le « Transporteur ») a pour mandat, entre autres, de développer et d'exploiter le réseau de transport de façon à satisfaire les besoins des clients tout en assurant la pérennité du réseau.
3. En vertu de l'article 73 de la Loi, le Transporteur doit obtenir l'autorisation de la Régie, aux conditions et dans les cas qu'elle a fixés par son *Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie* [RLRQ c. R-6.01, r. 2] (le « Règlement »), pour acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés au transport d'électricité.
4. En vertu du sous-paragraphe 1° a) de l'article 1 du Règlement, le Transporteur doit obtenir une autorisation de la Régie pour acquérir et construire des immeubles ou des actifs destinés au transport d'électricité et dont le coût est de 65 millions de dollars et plus.

5. Le Transporteur demande à la Régie d'autoriser la construction et l'installation des actifs requis pour l'intégration du parc éolien Apuiat au réseau de transport et pour réaliser les travaux connexes (ci-après le « Projet »), dont le coût est de 173,6 M\$.
6. Le Projet s'inscrit dans les catégories d'investissement « croissance des besoins de la clientèle » et « maintien des actifs » et consiste à intégrer le parc éolien au réseau de transport régional de la Côte-Nord, à construire le poste Missikapit à 161-25 kV et à réaliser des travaux connexes.
7. Le Projet vise à répondre à une demande du promoteur Parc Éolien Apuiat S.E.C. pour raccorder le parc éolien Apuiat au réseau de transport d'Hydro-Québec avec une date de mise sous tension initiale pour le mois de septembre 2024.
8. Le 28 octobre 2022, la haute direction de la demanderesse a approuvé la réalisation du Projet.
9. Le Transporteur doit s'assurer que tous les travaux soient complétés en temps opportun afin de respecter la date prévue de mise sous tension initiale du parc éolien.
10. Le Transporteur doit débiter certains travaux, notamment l'ingénierie de détail des volets poste et lignes, amorcer la fabrication du bâtiment de commande, réaliser des sondages géotechniques et réaliser les travaux de déboisement du site du poste Missikapit.
11. Dès le 7 novembre 2022, les travaux de déboisement ont débuté afin de respecter l'échéancier.
12. Les dépenses et engagements financiers au 1<sup>er</sup> mai 2023 seront de l'ordre de 18 M\$.
13. La preuve déposée au soutien de la demande inclut tous les renseignements exigés par le Règlement, tel qu'il appert notamment du tableau de concordance (Tableau 1) de la pièce HQT-1, Document 1 produite au dossier.
14. Conformément à l'article 30 de la Loi, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à l'annexe 3 de la pièce HQT-1, Document 1 en raison de leur caractère confidentiel, pour des motifs d'intérêt public et comme la Régie l'a déjà reconnu pour le même type d'informations dans ses décisions D-2016-086 et D-2016-091. Le Transporteur demande que cette ordonnance soit rendue pour une période sans restriction quant à sa durée.
15. Conformément à l'article 30 de la Loi, en raison de leur caractère confidentiel ainsi que pour des motifs d'intérêt public, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 2 ainsi qu'à la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, et ce pour les motifs décrits à l'affirmation solennelle jointe jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet. Le Transporteur souligne que la demande de traitement confidentiel est présentée de façon élargie et ce, afin d'éviter une divulgation par triangulation à

- l'égard des coûts apparaissant sous la description « Programme autochtone » à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet.
16. Conformément à l'article 30 de la Loi, en raison de leur caractère confidentiel ainsi que pour des motifs d'intérêt public, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus aux pièces HQT-1, Document 2 (tableaux 1, 2 et 4) et HQT-1, Document 1, Annexe 1 (Annexe III, section B) quant aux coûts apparaissant sous la description « Programme autochtone », à la rubrique « Client » et ce pour les motifs décrits à l'affirmation solennelle jointe. Le Transporteur demande que cette ordonnance soit rendue pour une période sans restriction quant à sa durée. Le Transporteur souligne que la demande de traitement confidentiel est présentée de façon élargie et ce, afin d'éviter une divulgation par triangulation à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet.
  17. Conformément à l'article 30 de la Loi, en raison de leur caractère confidentiel ainsi que pour des motifs d'intérêt public, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 7 et ce, pour les motifs décrits à l'affirmation solennelle jointe jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt (20) ans de la mise en service finale du Projet selon la décision D-2022-003.
  18. Suivant la pratique établie depuis la réglementation des activités du Transporteur, ce dernier fera état de l'évolution des coûts du Projet lors du dépôt de son rapport annuel à la Régie. Selon les indications de la Régie, si le Transporteur doit présenter le suivi des coûts réels du Projet sous la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts des travaux avant-projet et projet par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2, il demande à la Régie de lui permettre de présenter ce suivi sous pli confidentiel. Il présentera également un suivi de l'échéancier du Projet et fournira, le cas échéant, l'explication des écarts majeurs entre les coûts projetés et réels ainsi que des écarts d'échéances.
  19. Parc éolien Apuiat S.E.C., agissant par son commandité, Parc éolien Apuiat Inc. et Hydro-Québec ont convenu d'une entente de raccordement (ci-après « Contrat »), laquelle est déposée comme pièce HQT-1, Document 1, Annexe 1.
  20. Le 19 décembre 2022, par le biais d'une demande formelle, Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C., a exigé d'Hydro-Québec le traitement confidentiel et la non-divulgation à quiconque de certaines parties du Contrat, à savoir :  
  

*L'annexe I F) – Système mécanique et électrique; et*

*L'annexe III K) – Schéma unifilaire du poste de départ.*

(ci-après « Information confidentielle »)
  21. Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C., à sa demande formelle précitée, mentionne que les Informations confidentielles :

- contiennent des renseignements industriels, commerciaux, scientifiques et/ou techniques en lien avec le Projet Apuiat;
- sont de nature confidentielle; et,
- sont traitées comme tels de façon constante par Apuiat SEC et les différents intervenants dans le Projet Apuiat.

En somme, les Informations confidentielles précitées contiennent des informations stratégiques sensibles, des données scientifiques et des spécifications techniques hautement confidentielles selon Parc éolien Apuiat Inc.

22. Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C. à sa demande formelle précitée, mentionne que la divulgation des Informations confidentielles pourrait raisonnablement affecter le développement du Projet Apuiat ainsi que les différents partenaires d'affaires et donner un avantage appréciable aux compétiteurs de Apuiat SEC et de ses associés dans le futur et pourrait nuire à la compétitivité de ces derniers.
23. Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C. à sa demande formelle précitée, demande à Hydro-Québec de transmettre ses exigences relatives à la confidentialité à la Régie ainsi que de l'aviser en temps opportun du déroulement de la procédure afin qu'elle puisse faire valoir tous ses droits et recours.
24. Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C., par l'entremise de son procureur, a informé le procureur du Transporteur qu'une demande de traitement confidentiel de l'Information confidentielle sera déposée au présent dossier dans les prochaines semaines.
25. Conformément à l'article 30 de la Loi, Hydro-Québec souhaite se conformer à la demande formelle de Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C. précitée et s'associera positivement à toute demande présentée à la Régie afin de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion de l'Information confidentielle contenue à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 1, et ce, en raison de son caractère confidentiel, afin de respecter ses obligations contractuelles et pour des motifs d'intérêt public.
26. La pratique mise en place par la Régie permet aux participants au dossier de consulter les documents confidentiels en souscrivant à un engagement de confidentialité en faveur du Transporteur. Ce dernier propose que cette pratique soit rendue disponible aux intervenants reconnus dans ce dossier dans la mesure où il ne s'agit pas de fournisseurs de biens et services d'Hydro-Québec dans le cadre du Projet ou de tout autre projet.
27. Compte tenu des délais requis pour la réalisation des travaux du Projet, dès le dépôt de la preuve complète et de la demande d'autorisation amendée, le Transporteur demande à la Régie de mettre en place un traitement procédural accéléré afin que la décision à l'égard de la demande amendée d'autorisation soit rendue au plus tard en mai 2023.

28. Considérant la nature de la demande amendée et l'article 25 de la Loi, le Transporteur prie la Régie de procéder à l'étude de la présente demande par voie de consultation.
29. La présente demande amendée est bien fondée en faits et en droit.

**PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA RÉGIE :**

**ACCUEILLIR** la présente demande amendée ;

**INTERDIRE** la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 3 pour une période sans restriction quant à sa durée ;

**INTERDIRE** la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 2, ainsi qu'à la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet et ce, en évitant une divulgation par triangulation à l'égard des coûts apparaissant sous la description « Programme autochtone »;

**INTERDIRE** la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus aux pièces HQT-1, Document 2 (tableaux 1, 2 et 4) et HQT-1, Document 1, Annexe 1 (Annexe III, section B) quant aux coûts apparaissant sous la description « Programme autochtone », à la rubrique « Client » et ce, pour une période sans restriction quant à sa durée;

**INTERDIRE** la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 7 jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt ans de la mise en service finale du Projet ;

**RENDRE** une ordonnance de confidentialité pour les Informations confidentielles identifiées par Parc éolien Apuiat Inc., commandité de Parc éolien Apuiat S.E.C. et **INTERDIRE** la divulgation, la publication ou la diffusion des informations de nature confidentielle contenues à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 1 (annexe I F – Système mécanique et électrique et annexe III K) – Schéma unifilaire du poste de départ) pour la durée indiquée à la demande et à l'affirmation solennelle de Parc éolien Apuiat Inc. à venir au présent dossier ;

**AUTORISER** le Transporteur à présenter le suivi des coûts réels du Projet sous pli confidentiel, si la Régie détermine qu'il doit être présenté selon la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts des travaux avant-projet et projet par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2, et en interdisant la divulgation, la publication et la diffusion jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet et ce, en évitant une divulgation par triangulation à l'égard des coûts apparaissant sous la description « Programme autochtone »;

**ACCORDER** au Transporteur l'autorisation requise en vertu de l'article 73 de la Loi afin de réaliser le Projet, le tout conformément à la preuve soumise à l'appui de la présente demande amendée, le Transporteur ne pouvant apporter sans autorisation préalable de la Régie aucune modification au Projet qui aurait pour effet d'en modifier de façon appréciable les coûts ou la rentabilité.

Montréal, le 21 décembre 2022

**(s) Hydro-Québec – Affaires juridiques**

---

Hydro-Québec – Affaires juridiques  
(Me Yves Fréchette)

### **AFFIRMATION SOLENNELLE**

Je, soussignée, **Wahiba Salhi**, chef Affaires réglementaires et tarifaires – groupe – Affaires corporatives, juridiques, réglementaires et gouvernance, Hydro-Québec, au 2, Complexe Desjardins, tour Est, 15<sup>e</sup> étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. La présente demande amendée d'autorisation du Transporteur a été préparée en partie sous ma supervision et mon contrôle ;
2. J'ai une connaissance personnelle des faits relatifs à la réglementation et à la tarification du Transporteur allégués dans la présente demande ;
3. Tous les faits relatifs à la réglementation et à la tarification du Transporteur allégués à la demande d'autorisation sont vrais.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,  
le 21 décembre 2022

**(S) Wahiba Salhi**

---

**Wahiba Salhi**

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence  
à Chambly, Québec, le 21 décembre 2022

**(S) Josée Gagnon**

---

Josée Gagnon, commissaire à l'assermentation #150 462  
Pour tous les districts du Québec

### **AFFIRMATION SOLENNELLE**

Je, soussigné, **Charles-Éric Langlois**, chef Conception des réseaux régionaux – Direction conception intégration & Optimisation SE, Hydro-Québec, à la Place Dupuis, 855, rue Sainte Catherine Est, 9<sup>e</sup> étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. La présente demande amendée d'autorisation du Transporteur a été préparée en partie sous ma supervision et mon contrôle ;
2. J'ai une connaissance personnelle des faits relatifs à la planification et à la réalisation des travaux du Transporteur allégués dans la présente demande d'autorisation ;
3. Tous les faits relatifs à la planification et à la réalisation des travaux du Transporteur allégués à la demande d'autorisation sont vrais.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,  
le 21 décembre 2022

**(S) Charles-Éric Langlois**

---

**Charles-Éric Langlois**

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence  
à Chambly, Québec, le 21 décembre 2022

**(S) Josée Gagnon**

---

Josée Gagnon, commissaire à l'assermentation #150 462  
Pour tous les districts du Québec

**AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT**  
**LA PIÈCE HQT-1, DOCUMENT 1, ANNEXE 3**  
**DÉPOSÉE SOUS PLI CONFIDENTIEL**

Je, soussigné, **Charles-Éric Langlois**, chef – Conception des réseaux régionaux, direction – Conception intégration et Optimisation SE, Hydro-Québec, à la Place Dupuis, 855, rue Sainte Catherine Est, 9<sup>e</sup> étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. L'annexe 3 de la pièce HQT-1, Document 1 déposée sous pli confidentiel dans le présent dossier a été préparée sous ma supervision et mon contrôle ;
2. Cette annexe représente le schéma unifilaire et de liaison relatif au Projet soumis pour autorisation à la Régie et contient des renseignements d'ordre stratégique concernant les installations du Transporteur ;
3. Le schéma contient des informations de la nature de celles identifiées par la Federal Energy Regulatory Commission dans son ordonnance 630 du 21 février 2003 ainsi qu'à ses ordonnances subséquentes 630-A (23 juillet 2003), 643 (23 juillet 2003), 649 (3 août 2004), 662 (21 juin 2005), 683 (21 septembre 2006) et 702 (30 octobre 2007) et à cet effet, les installations du Transporteur sont sujettes au même type de risque de sécurité ;
4. La divulgation publique de ces renseignements faciliterait la localisation des diverses installations (lignes et postes), permettrait d'identifier leurs caractéristiques et ainsi pourrait compromettre la sécurité du réseau de transport du Transporteur ;
5. Pour des motifs de sécurité de ses installations, le Transporteur soumet que le caractère confidentiel de ces renseignements doit être reconnu par la Régie, et ce pour une période sans restriction quant à sa durée ;
6. Le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi sur la Régie de l'énergie et d'interdire toute divulgation des documents décrits au paragraphe 1 de la présente puisque leur caractère confidentiel de même que l'intérêt public le requièrent.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,  
le 21 décembre 2022

***(S) Charles-Éric Langlois***

---

**Charles-Éric Langlois**

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence  
à Chambly, Québec, le 21 décembre 2022

***(S) Josée Gagnon***

---

Josée Gagnon, commissaire à l'assermentation # 150 462  
Pour tous les districts du Québec

**AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT**  
**LES PIÈCES HQT-1, DOCUMENT 2 ET HQT-1, DOCUMENT 2, ANNEXE 1**  
**DÉPOSÉES SOUS PLI CONFIDENTIEL**

Je, soussigné, **Antoine Deshors**, directeur - Acquisition de services, Direction principale Approvisionnement stratégique, Hydro-Québec, au 855, rue Sainte-Catherine Est, 6<sup>e</sup> étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

**I. INTRODUCTION**

1. La direction principale – Approvisionnement stratégique a pour mission d'approvisionner Hydro-Québec conformément à sa mission et ses besoins, et ce, au meilleur coût global en tenant compte du cycle de vie et de la qualité des biens et services tout en favorisant les retombées économiques au Québec.
2. La direction principale – Approvisionnement stratégique est donc responsable des achats de biens et services requis pour l'ajout d'un transformateur à 735 - 315 kV, le remplacement des équipements d'appareillage et des systèmes d'automatismes liés aux sections à 735 kV et 315 kV au poste Hertel et la réalisation des travaux connexes (ci-après désigné le « Projet »).
3. Dans le cadre de l'exercice de mes fonctions de directeur principal – Approvisionnement stratégique, je dois notamment m'assurer que les processus requis afin d'améliorer la qualité des produits et services offerts, et ce, au meilleur coût, soient implantés.
4. Après l'obtention de l'autorisation de la Régie pour la réalisation du Projet, le cas échéant, le Transporteur, en collaboration avec la direction principale – Approvisionnement stratégique, entreprendra les démarches requises pour se procurer les biens et services énumérés dans la preuve documentaire déposée à la Régie dans le présent dossier.

**II. OBJET DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ**

5. Selon le cadre réglementaire décrit en titre de la demande d'autorisation, y incluant les dispositions du Guide de dépôt pour Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité, le Transporteur doit produire auprès de la Régie des renseignements spécifiques à l'appui de sa demande.
6. Dans le présent dossier, le Transporteur a produit auprès de la Régie une preuve documentaire complète qui inclut tous les renseignements exigés par le cadre réglementaire précité, notamment la pièce HQT-1, Document 2 et la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, déposées sous pli confidentiel dans le présent dossier, qui ont été préparées sous ma supervision et mon contrôle.
7. Généralement, les renseignements exigés par le cadre réglementaire précité pour les demandes d'autorisation, comme en l'instance, sont diffusés publiquement par la Régie dans le cadre du processus d'autorisation.

8. Dans le présent dossier, le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi sur la Régie de l'énergie et d'interdire toute divulgation des renseignements sur les coûts du Projet associés aux rubriques suivantes de la pièce HQT-1, Document 2 et de la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, déposées sous pli confidentiel dans le présent dossier :
- Coûts de l'avant-projet :
    - Études d'avant-projet
    - Autres coûts
    - Frais financiers
  
  - Coûts du Projet :
    - Ingénierie interne
    - Ingénierie externe
    - Client
    - Approvisionnement
    - Construction
    - Gérance interne
    - Gérance externe
    - Provision
    - Autres coûts
  
  - Tableau 4 – Coût de la rubrique « Client »
    - Expertise immobilière
  
  - Coûts annuels :
    - Croissance des besoins de la clientèle
    - Maintien des actifs

Ci-après les « **Informations confidentielles** »

9. Les Informations confidentielles présentent l'évaluation détaillée des coûts de réalisation du Projet.
10. Dans le cadre de la présente demande, le Transporteur demande que les Informations confidentielles le demeurent.
11. Cette demande du Transporteur est fondée et d'intérêt public pour les motifs ci-après décrits.

### III. MOTIFS DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

12. Afin d'assurer une saine concurrence et un niveau de compétitivité optimal, la direction principale – Approvisionnement stratégique d'Hydro-Québec soutient que le caractère confidentiel des Informations confidentielles doit être reconnu par la Régie.
13. Afin d'obtenir les meilleures conditions du marché, Hydro-Québec favorise généralement des modes d'acquisition faisant appel à la concurrence entre les fournisseurs.
14. Pour ce faire, Hydro-Québec sollicite les fournisseurs par appels d'offres ou de propositions.
15. Or, comme c'est le cas pour les équipements des postes et des lignes de transport d'électricité, la nature technique des biens et services acquis ainsi que leur application particulière (gestion d'un réseau électrique) entraînent dans certains domaines une offre minimale, c.-à-d. un nombre de fournisseurs souvent restreint par catégorie de biens et services.
16. Dans ce contexte, l'entreprise met en place depuis quelques années des stratégies d'approvisionnement plus élaborées en phase avec les meilleures pratiques du marché, et ce, tant pour les équipements stratégiques que pour les travaux de construction, les divers services spécialisés et l'ingénierie.
17. Dans le cadre du déploiement de ces nouvelles approches, certains projets stratégiques, notamment des projets d'envergure qu'Hydro-Québec souhaite réaliser en mode clé en main, ont été identifiés.
18. À terme, Hydro-Québec souhaite adopter ces approches pour la réalisation de l'ensemble de ses projets.
19. À titre d'exemple et conformément aux bonnes pratiques du domaine reconnues notamment par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la direction principale – Approvisionnement stratégique d'Hydro-Québec souhaite maintenir l'imprévisibilité de ses processus de mise en concurrence et de ses négociations.
20. Il est en effet reconnu que l'une des façons de maintenir un marché compétitif est de maintenir l'imprévisibilité dans le développement des stratégies d'approvisionnement.
21. Une connaissance préalable des Informations confidentielles par un nombre restreint de fournisseurs potentiels pourrait induire une compétitivité moindre et par conséquent empêcher Hydro-Québec d'obtenir, pour les biens et services requis par le Projet, la meilleure qualité au moindre coût.
22. Les informations de la nature des Informations confidentielles sont considérées et traitées comme confidentielles par Hydro-Québec dans le cours normal de ses activités. Seules les personnes ayant besoin de connaître ces informations pour

- leur travail (planification budgétaire, Régie de l'énergie, préparation d'appel de propositions, par exemple) y ont accès.
23. Dans les marchés non réglementés, les informations de la nature des Informations confidentielles ne sont pas divulguées.
  24. Afin d'obtenir le juste prix tout en traitant ses fournisseurs avec équité, considérant la nature du marché des fournisseurs décrit précédemment, Hydro-Québec s'est doté avec les années d'une entité indépendante, responsable de traiter la réception des soumissions.
  25. Connue comme le Bureau d'ouverture des soumissions, cette entité, tout comme l'ensemble des équipes de la direction principale – Approvisionnement stratégique, se gouverne depuis de nombreuses années à l'aide de processus de travail issus d'une longue tradition de rigueur.
  26. Hydro-Québec a notamment introduit un processus à deux enveloppes où les prix sont isolés de l'offre de biens ou de services lors du dépôt des soumissions.
  27. Les justes prix recherchés font l'objet, lors de la préparation des appels au marché, d'un processus rigoureux d'estimation basé notamment sur notre expérience et notre connaissance des prix de marché.
  28. Cette recherche du juste prix s'accorde difficilement avec la divulgation publique des Informations confidentielles.

#### **IV. NATURE DU PRÉJUDICE DÉCOULANT DE LA DIVULGATION**

29. Hydro-Québec souhaite que ses fournisseurs fassent preuve de créativité afin de générer des économies pour l'entreprise.
30. La divulgation des Informations confidentielles limiterait le potentiel de création de valeur pour Hydro-Québec.
31. Si les fournisseurs connaissaient les coûts détaillés du Projet, ils pourraient préparer leurs soumissions en fonction de ceux-ci plutôt que de faire preuve de créativité et ainsi créer un maximum de valeur pour Hydro-Québec, notamment en lui permettant d'obtenir les biens et services requis au meilleur coût possible.

#### **V. DURÉE DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL**

32. Afin d'assurer la compétitivité des marchés lors de travaux futurs notamment sur les installations visées par le Projet, il est requis de maintenir la confidentialité des Informations confidentielles pour une période suffisamment longue pour éviter que le Transporteur ne soit désavantagé envers les fournisseurs.
33. Si les Informations confidentielles devenaient connues prématurément par les fournisseurs, ceux-ci pourraient les considérer comme le prix requis, ce qui aurait pour effet de limiter l'impact positif de la concurrence.

34. L'éventuelle ordonnance de confidentialité visant la pièce HQT-1, Document 2 et la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, déposées sous pli confidentiel dans le présent dossier, devrait donc être en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet.

## **VI. SUIVIS AU RAPPORT ANNUEL**

35. Les motifs soulevés dans la présente affirmation solennelle pour préserver la confidentialité des Informations confidentielles sont également pertinents pour le suivi des coûts réels du Projet, si la Régie détermine qu'il doit être présenté, dans le rapport annuel du Transporteur, selon la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts des travaux avant-projet et projet par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2.

## **VII. CONCLUSIONS**

36. Pour les motifs susmentionnés, il est dans l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'ensemble de sa clientèle que les renseignements sur les coûts du Projet associés aux rubriques de la pièce HQT-1, Document 2 et de la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, comme exposées à la demande d'autorisation, demeurent confidentiels jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet.
37. Pour ces mêmes motifs, il est également dans l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'ensemble de sa clientèle que le suivi des coûts réels du Projet dont le Transporteur doit faire état dans son rapport annuel, si la Régie détermine qu'il doit être présenté selon la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts des travaux avant-projet et projet par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2, demeure confidentiel jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet.
38. Je demeure à la disposition de la Régie pour répondre, à huis clos, le cas échéant, à toute question que la Régie pourrait avoir à cet égard.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,  
le 21 décembre 2022

**(S) Antoine Deshors**

---

**Antoine Deshors**

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence  
à Chambly, Québec, le 21 décembre 2022

**(S) Josée Gagnon**

---

Josée Gagnon, commissaire à l'assermentation # 150 462  
Pour tous les districts du Québec

**AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT LA PIÈCE HQT-1, DOCUMENT 1,**  
**ANNEXE 7, DÉPOSÉE SOUS PLI CONFIDENTIEL**

Je, soussignée, **Nada Duchesne**, cheffe – Proposition et estimation, direction principale – Gestion des actifs et environnement, Hydro-Québec, au 855, rue Sainte-Catherine Est, 11<sup>e</sup> étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

**I. INTRODUCTION**

1. La direction principale – Approvisionnement stratégique est responsable des achats de biens et services requis pour l'ajout d'un transformateur à 735 - 315 kV, le remplacement des équipements d'appareillage et des systèmes d'automatismes liés aux sections à 735 kV et 315 kV au poste Hertel et la réalisation des travaux connexes (ci-après désigné le « Projet »).
2. Notre équipe est responsable d'encadrer ainsi que d'émettre les estimations et planifications des projets de production et de transport.
3. Dans le cadre de l'exercice de mes fonctions, je dois notamment m'assurer que les planifications et estimations respectent les meilleures pratiques de l'industrie en faisant en sorte qu'elles reposent sur des bases solides en termes de productivité, d'inflation, de quantification des risques et de conditions de marché.
4. Cet aspect est d'importance car il s'insère dans les divers marchés qu'Hydro-Québec va conclure avec divers fournisseurs pour réaliser notamment le Projet conformément à sa mission et ses besoins, et ce, au meilleur coût global.

**II. OBJET DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ**

5. Dans le présent dossier, le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* et d'interdire toute divulgation des informations confidentielles associées au Projet à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 7 qui concerne les taux d'inflation ventilés par composantes comme ce fut reconnu par la décision D-2022-003.
6. Hydro-Québec a développé, pour les besoins d'estimation de ses projets, des modèles types d'inflation par secteurs d'activités (Réfection, nouveaux aménagements, ligne, poste, télécommunications, bâtiments et centrales en réseaux autonomes).
7. Les informations confidentielles de la pièce précitée présentent :
  - a. Les composantes, leurs combinaisons et pondérations ;
  - b. Des facteurs associés aux marges de profit et à la productivité des fournisseurs ;
  - c. Un exemple de calcul de taux d'inflation comportant pour chaque composante ou facteur des taux de variation et des proportions ;

- d. Les taux d'inflation spécifiques aux équipements qui incluent au moins une année atypique.

La divulgation de ces informations confidentielles peut avoir un impact notable défavorable sur les coûts de réalisation du Projet ainsi que de tous les projets en cours et à venir du Transporteur.

8. Les informations confidentielles constituent un ensemble qui représente la méthode utilisée par Hydro-Québec. Il s'agit d'informations de grande valeur.
9. Tout fournisseur qui détient ces informations confidentielles pourrait les utiliser sur une longue période ce qui pourrait lui procurer un avantage au détriment d'une saine concurrence et de la création de valeur et ce, au détriment d'Hydro-Québec et de la clientèle réglementée.
10. Dans le cadre de la présente demande, le Transporteur demande que les informations confidentielles précitées le demeurent.
11. Cette demande du Transporteur est fondée et d'intérêt public pour les motifs ci-après décrits.

### **III. MOTIFS DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ**

12. Afin d'assurer une saine concurrence et un niveau de compétitivité optimal, Hydro-Québec soutient que le caractère confidentiel des Informations confidentielles doit être reconnu par la Régie.
13. Afin d'obtenir les meilleures conditions du marché, Hydro-Québec favorise généralement des modes d'acquisition faisant appel à la concurrence entre les fournisseurs.
14. Pour ce faire, Hydro-Québec sollicite les fournisseurs par appels d'offres ou de propositions.
15. Or, comme c'est le cas pour les équipements des postes et des lignes de transport d'électricité, la nature technique des biens et services acquis ainsi que leur application particulière (gestion d'un réseau électrique) entraînent dans certains domaines une offre minimale, c.-à-d. un nombre de fournisseurs souvent restreint par catégorie de biens et services.
16. Dans ce contexte, l'entreprise souhaite préserver la confidentialité des informations confidentielles précitées afin de maintenir l'imprévisibilité de ses processus de mise en concurrence et de ses négociations avec les fournisseurs.
17. Une connaissance préalable des informations confidentielles par un nombre restreint de fournisseurs potentiels pourrait empêcher Hydro-Québec d'obtenir, pour les biens et services requis par le Projet, la meilleure qualité au moindre coût.
18. Les informations de la nature des informations confidentielles sont considérées et traitées comme confidentielles par Hydro-Québec dans le cours normal de ses activités. Seules les personnes ayant besoin de connaître ces informations pour

leur travail (planification budgétaire, Régie de l'énergie, préparation d'appel de propositions, par exemple) y ont accès.

19. Dans les marchés non réglementés, les informations de la nature des Informations confidentielles ne sont pas divulguées.
20. Les justes prix recherchés par Hydro-Québec font l'objet, lors de la préparation des appels au marché, d'un processus rigoureux d'estimation basé notamment sur notre expérience et notre connaissance des prix de marché, y incluant les informations confidentielles en cause.
21. Cette recherche du juste prix ne s'accorde pas avec la divulgation publique des informations confidentielles en cause.

#### **IV. NATURE DU PRÉJUDICE DÉCOULANT DE LA DIVULGATION**

22. Hydro-Québec souhaite que ses fournisseurs fassent preuve de créativité afin de générer des économies pour l'entreprise.
23. La divulgation des Informations confidentielles limiterait le potentiel de création de valeur pour Hydro-Québec.
24. Si les fournisseurs connaissaient les informations confidentielles précitées cela pourrait avoir une influence notable défavorable sur les coûts du Projet; ils pourraient préparer leurs soumissions en fonction de ceux-ci plutôt que de faire preuve de créativité et ainsi créer un maximum de valeur pour Hydro-Québec, notamment en lui permettant d'obtenir les biens et services requis au meilleur coût possible.

#### **V. DURÉE DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL**

25. Afin d'assurer la compétitivité des marchés lors de travaux futurs notamment sur les installations visées par le Projet, il est requis de maintenir la confidentialité des informations confidentielles pour une longue période pour éviter qu'Hydro-Québec ne soit désavantagée envers les fournisseurs.
26. Si les informations confidentielles devenaient connues par les fournisseurs, ceux-ci pourraient les considérer pour établir le prix requis, ce qui aurait pour effet de limiter l'impact positif de la concurrence.
27. L'éventuelle ordonnance de confidentialité dans le présent dossier, devrait donc être en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt ans de la mise en service finale du Projet selon la décision D-2022-003.

#### **VI. CONCLUSIONS**

28. Pour les motifs susmentionnés, il est dans l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'ensemble de sa clientèle que les informations confidentielles contenues à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 7 demeurent confidentielles jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt ans de la mise en service finale du Projet.

29. Tous les faits mentionnés dans la présente affirmation solennelle sont vrais.

Et j'ai signé à Brossard, Québec,  
le 21 décembre 2022

**(S) Nada Duchesne**

---

**Nada Duchesne**

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence  
à Chambly, Québec, le 21 décembre 2022

**(S) Josée Gagnon**

---

Josée Gagnon, commissaire à l'assermentation # 150 462  
Pour tous les districts du Québec

**AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT  
LES PIÈCES HQT-1, DOCUMENT 1, ANNEXE 1 (Annexe III, section B) ET HQT-1,  
DOCUMENT 2 (tableaux 1, 2 et 4) DÉPOSÉES SOUS PLI CONFIDENTIEL**

Je, soussigné, **Mathieu Boucher**, directeur Relations avec les Autochtones, Groupe – Développement durable, relations avec les communautés et communications, Hydro-Québec, 75, boul. René-Lévesque Ouest, 16ième étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. Les pièces HQT-1, Document 2 (tableaux 1, 2 et 4) et HQT-1, Document 1, Annexe 1 (Annexe III, section B) (ci-après « Documents confidentiels ») sont déposées dans le présent dossier sous pli confidentiel notamment quant aux coûts apparaissant sous la description « Programme autochtone », à l'estimation du coût des travaux ainsi qu'à la rubrique « Client » ;
2. Hydro-Québec soumet que les Documents confidentiels, notamment sous la description « Programme autochtone », à l'estimation du coût des travaux ainsi qu'à la rubrique « Client », contiennent des informations financières sensibles et des renseignements confidentiels ayant des incidences économiques à l'égard du projet soumis à la Régie de l'énergie (ci-après « Régie ») pour autorisation dans le présent dossier;
3. La divulgation des renseignements contenus sous la description « Programme autochtone », à la rubrique « Client » des Documents confidentiels pourrait causer un préjudice important à la position de négociation du Transporteur à l'égard des communautés autochtones visées par le projet en cause ainsi qu'à l'égard d'autres communautés autochtones intéressées dans les projets futurs du Transporteur ;
4. La divulgation publique des renseignements précités contenus aux Documents confidentiels pourrait influencer négativement la capacité du Transporteur à négocier efficacement avec des communautés autochtones et des tiers dans le cadre de projets futurs et donc de nuire à la clientèle qui, par les tarifs de service de transport du Transporteur, assumera les coûts de ces projets ;
5. L'information en cause est confidentielle et a toujours été considérée comme telle par Hydro-Québec ;
6. Le Transporteur souligne que les Documents confidentiels reproduisent des renseignements ayant des incidences économiques qui sont contenus aux ententes entre Hydro-Québec et les communautés autochtones ; ces renseignements sont soustraits à la divulgation pour les motifs prévus, et ici récités, aux articles 21 et 22 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ;
7. Le Transporteur dépose les pièces précitées sous pli confidentiel et demande que la Régie en interdise leur divulgation, leur publication ainsi que toute diffusion des renseignements qui y sont contenus puisque l'intérêt public le requiert et ce, pour une durée indéterminée ;

8. Tous les faits allégués au présent document sont vrais.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,  
le 21 décembre 2022

**(s) Mathieu Boucher**

---

**Mathieu Boucher**

Déclaré solennellement devant moi,  
à Chambly, Québec, le 21 décembre 2022

**(s) Josée Gagnon**

---

Josée Gagnon, commissaire à l'assermentation # 150 462  
Pour tous les districts du Québec